

DOCUMENT DE PROGRAMME CONJOINT « STANDARD »

1. Page de couverture

Pays: Madagascar

Intitulé du programme: Opérationnalisation du Système d'Alerte Précoce (SAP) et des Actions Anticipatoires (AA) dans le Grand Sud pour une anticipation du risque de sécheresse et une résilience accrue des populations et des institutions de Madagascar

Effet(s) du programme conjoint :

- Résultat 1 : Les populations, les institutions et les partenaires dans la zone d'intervention disposent d'outils, de cadres et de mécanismes solides et durables pour anticiper, se préparer et répondre aux sécheresses dans le Grand Sud
- Résultat 2 : Crises modifier

Durée du programme: 24 mois

Dates prévues pour le commencement et la fin:
01/09/2022 - 31/08/2024

Option(s) de gestion des fonds: _____
(Gestion parallèle, groupée, canalisée, combinaison)

Agent de gestion/administratif : _____
(le cas échéant)

Budget estimatif total*: USD 1,220,587.79

Dont:

1. Budget financé: USD 1,220,587.79

2. Budget non financé: _____

* Le budget estimatif total comprend les dépenses au titre du programme et les dépenses d'appui indirectes

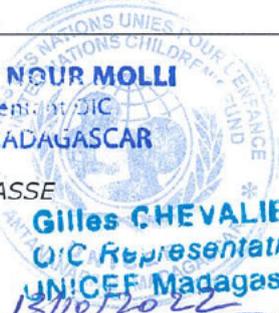
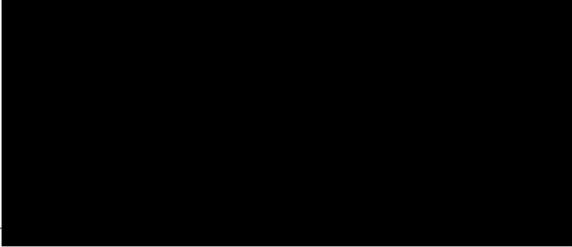
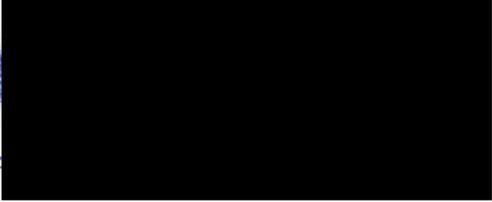
Sources du budget financé:

- Org. des NU (PNUD, UNICEF, FAO, PAM): USD 178,921.23
- Donateur (ECHO) : USD 1,041,666.67 (Eur 1 Million)

Noms et signatures des contreparties (sous-)nationales et des organismes des Nations Unies participants

Le présent document de programme conjoint devrait être signé par les autorités de coordination nationales compétentes. En signant ce document, tous les signataires - autorités de coordination nationales et organismes des Nations Unies - assument la pleine responsabilité d'atteindre les résultats définis avec chacun d'entre eux, tel qu'indiqués dans le tableau 1 et qui sont par ailleurs présentés de manière détaillée dans les plans de travail annuels. Pour les programmes conjoints régionaux et mondiaux, l'approbation ou la signature des pays participants est requise (au moins trois, si leur nombre dépasse trois pays).

Organismes des Nations Unies	Autorités de coordination nationales
 <p>Natasha VAN RIJN Représentant résident PNUD</p> <p>Date et Sceau</p>	 <p>Justin TOKELY Ministre de l'Intérieur</p> <p>Date et Sceau</p>

<p>MAHAMAT NOUR MOLLI Représentant OIC UNICEF MADAGASCAR</p> <p>Jean François BASSE Représentant UNICEF</p> <p>Date et Sceau : 13/10/2022</p> 	
<p>Mbuli Charles BOLIKO Représentant FAO</p> <p>Date et Sceau : 13/10/2022</p> 	
<p>Pasqualina Di SIRIO Représentante et Directrice Pays PAM</p> <p>Date et Sceau : 07/10/2022</p> 	

2. Résumé analytique

L'action vise à contribuer à la réduction de la vulnérabilité de la population à la sécheresse dans le Grand Sud de Madagascar, situation récurrente qui engendre de graves conséquences pour la population. Depuis des années, l'évolution du contexte fragilise les résultats obtenus par les efforts antérieurs et requièrent des initiatives plus durables face aux besoins multisectoriels. Le projet, s'articulant autour du Pilier 3 de la DG ECHO, veut améliorer la coordination des interventions stratégiques et opérationnelles de l'anticipation, la préparation et la réponse aux catastrophes engendrées par la sécheresse, pour lesquels PNUD, FAO, PAM et UNICEF disposent de fortes expertises.

La démarche est d'opérationnaliser un SAP Sécheresse déclenchant des Actions Anticipatoires cadrées et harmonisées, en s'appuyant sur les acquis et les leçons apprises des initiatives passées en la matière. Le projet vise un renforcement des capacités opérationnelles et techniques de la Direction Générale de la Météorologie (DGM), du Bureau National de Gestion des Risques de Catastrophes (BNGRC) et des Ministères sectoriels concernés, chacun dans leur rôle respectif, pour la coordination de la collecte, la centralisation et le traitement des données nécessaires pour la fonctionnalité d'un SAP Sécheresse. En outre, un renforcement des capacités stratégiques et techniques de la Cellule de Prévention et de Gestion des Urgences (CPGU) est également au cœur de cette action pour lui permettre de jouer pleinement son rôle stratégique et notamment celui de secrétaire technique du Comité National de Gestion des Risques de Catastrophes (CNGRC) réunissant toutes les instances décisionnaires du pays sous le lead du Premier Ministre, et le Ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation, comme un des vice - présidents.

L'appui se concentre ainsi sur la mise en place d'outils et de méthodologie, ainsi que de clarification et d'alignement des rôles et responsabilités pour la collecte, le partage et le traitement des données pour de générer des alertes basées sur des impacts (globaux et aussi sectoriels) potentiels. L'objet est enfin de clarifier également la chaîne de prises de décisions suivant une alerte basée sur de potentiels impacts pour que les institutions et la population puissent rapidement anticiper, se préparer, répondre et se relever efficacement d'une sécheresse.

Le projet est multi-sectoriel et veille à la complémentarité avec les autres initiatives. L'approche "One UN" sera adoptée avec l'ensemble des agences UN à travers une coordination renforcée afin d'assurer la cohérence et la complémentarité de nos interventions dans le Grand Sud pour un impact multiplié et un renforcement de la résilience. Une approche incluant aussi le secteur privé et facilitant l'extraction, la documentation et le partage de cette expérience à travers des échanges avec d'autres pays et régions.

3. Analyse de la situation

Les sécheresses sont l'un des principaux risques affectant non seulement le sud de Madagascar, mais également l'ensemble des régions du pays. Certes ce problème récurrent a été mis en exergue avec une sécheresse particulièrement accrue en 2020 et 2021, mais les autorités et acteurs locaux dans le Nord et l'Est ont également alerté sur une fréquence et une intensité de plus en plus importante dans leurs régions également. Cet état de fait fait de ce projet une nécessité de plus en plus visible, les populations et les institutions ayant besoin d'outils opérationnels leur permettant non seulement de mieux se préparer à l'occurrence d'une telle catastrophe, mais également de mieux anticiper les impacts et effets en cascade sur les secteurs et les systèmes. Un SAP multi-sectoriel permettrait ainsi de mieux comprendre et anticiper la complexité de ces phénomènes, non seulement avant leur occurrence, mais également tout au long de la période de sécheresse.

Les régions du sud de Madagascar ont la plus faible couverture en eau du pays et subissent les impacts majeurs du changement climatique. L'augmentation de la fréquence et de l'intensité des sécheresses en est une conséquence importante. La cartographie et la détection précoce des sécheresses sont donc utiles pour prévenir ou atténuer les impacts sur le long terme et à sortir d'un cycle d'éternelle réaction humanitaire. Déjà en février 2016, UNOCHA et WFP soutenaient le BNGRC dans la préparation d'un plan stratégique à la sécheresse prolongée pour 2016 et 2017. La faiblesse des précipitations depuis 2013 et le contexte de pauvreté et de vulnérabilité des populations dans le Grand Sud avait précipité la région dans une situation extrêmement préoccupante ayant nécessité une intervention massive. L'absence de SAP permettant de "démarrer la réponse à temps et de suivre l'évolution de la sécurité alimentaire" avait été identifiée comme l'une des principales faiblesses et donc, l'un des principaux besoins pour le Grand Sud. L'Eau, en particulier doit recevoir une attention prioritaire car il s'agit de la source des difficultés alimentaires, mais également sanitaire (impact sur santé et malnutrition des enfants).

En 2021, le Sud de Madagascar a été de nouveau frappé par une sécheresse, cette fois considérée comme la plus intense de ces dix dernières années. En Décembre 2021, environ 1.31 million personnes étaient en situation IPC3 et plus haut. Plus de 480,000 personnes en IPC4 et près de 28,000 en IPC5 (ECHO daily flash, 29/11/2021). Et malgré les interventions des partenaires, l'insécurité alimentaire dans le Grand Sud et Sud-Est du pays restait encore très importante en Janvier 2022 avec 1.64 million personnes considérées comme étant en crise (IPC Phase 3) ou en urgence (IPC Phase 4), soit 37% de la population observée (IPC Snapshot, 03/01/2022). Même si les récents cyclones et tempêtes tropicales de Janvier, Février et Mars 2022 ont apporté des pluies, les dernières consultations avec les partenaires et les personnels PNUD et UNICEF sur le terrain montrent que cet apport ponctuel montre déjà ses limites en avril 2022.

Comme relevé dans le récent rapport spécial sur la sécheresse GAR (UNDRR, 2021), ce type de risque est complexe et systémique avec des interactions dynamiques avec les systèmes socio-économiques et technologiques qui favorisent le passage d'un aléa à une catastrophe.

Or, à ce jour, il n'existe pas à Madagascar de système national de surveillance de la sécheresse permettant d'estimer les risques et de fournir des informations aux parties prenantes pour le déclenchement d'Actions Anticipatoires (AA) coordonnées et clairement défini à travers un cadre et des mécanismes solides. Certes, des SAP sectoriels existent (santé, nutrition) au niveau communautaire ou des centres de santé de base. Le problème se situe au niveau de la faiblesse de la coordination (intersectorielle, interdimensionnelle et interspatiale, aussi bien au niveau des régions, qu'au niveau central), les faibles capacités pour la centralisation et l'analyse de données, et la diffusion rapide d'alertes précoces informant des AA précises, et surtout à l'absence d'un véritable SAP-sécheresse opérationnel permettant de comprendre les effets en cascade sur les systèmes et les secteurs pour mieux les anticiper.

Les leçons apprises des précédents efforts de développement d'un SAP sécheresse et d'AA dans le Grand Sud et les sessions de travail avec les institutions nationales (DGM, CPGU et BNGRC) ainsi qu'avec les acteurs régionaux et locaux (gouvernorat, préfecture, chefs de districts, comités régionaux et locaux de GRC, coopératives agricoles, ONG, agences des Nations Unies), ont fait émerger les besoins suivants:

- Le besoin d'une structure simple, agile et fluide sur la base d'informations fournies par la DGM et coordonnée le BNGRC au niveau opérationnel et la CPGU au niveau stratégique pour faciliter une analyse rapide, une dissémination d'alertes et d'information clefs et une prise décision efficace et rapide à tous les niveaux.
- La participation et la coordination opérationnelle avec l'ensemble des ministères et autorités sectorielles et les partenaires pour faciliter la collecte et le partage des informations et la mutualisation des efforts, notamment pour intégrer différents aspects relatifs à la migration et aux conflits
- Une clarté dans la situation des SI dans le Grand Sud. Il existe une multitude de SI et de SAP, certains entrant en concurrence avec d'autres et certains ne partageant pas les données collectées avec les autorités compétentes que sont le BNGRC (pour les alertes) et la DGM (pour la vigilance technique). Cela rend d'autant plus compliqué la complémentarité et la cohérence des efforts en ce sens.
- Le besoin d'assurer la continuité lorsqu'un projet ayant un rapport direct ou indirect avec les SAP ou les SI d'une manière générale se termine. Les bases de données générées dans le cadre de ces projets doivent impérativement être remises aux autorités gouvernementales par les partenaires responsables afin d'assurer la durabilité et la continuité, et renforcer les analyses historiques pour comprendre les tendances à plus ou moins long terme.
- Besoin de briser le cercle vicieux de réaction humanitaire grâce à des outils opérationnels permettant d'anticiper et donc de réduire l'impact des sécheresses pour un renforcement de la résilience
- La finalité d'un SAP est de générer des AA. Or, et malgré des efforts importants de certains acteurs depuis 2017, il est nécessaire de formaliser et renforcer les mécanismes actuels à travers un cadre opérationnel informé par le SAP sécheresse

Faute de réponse adéquate, des risques liés au manque d'anticipation ont été identifiés:

- Risque de continuité ou pire, d'aggravation des crises humanitaires liées aux sécheresses en raison d'un manque d'anticipation de catastrophes cycliques dont la fréquence, la durée et l'intensité risquent d'augmenter en raison des changements climatiques
- Risque de tarissement irréversible de la nappe souterraine, en absence de mesures techniquement et technologiquement adéquates/adaptées et intégrées
- Risques d'une insécurité alimentaire et d'une malnutrition aigüe qui s'installent durablement
- Risques sur la santé, faute d'hygiène et d'accès à l'eau: aggravation de la situation actuelle qui est déjà critique

- Risques socio-économiques: en ajout avec ceux déjà provoquée par la COVID-19: déscolarisation, risque de crise sociale en lien avec l'accroissement de la pauvreté, accélération de la migration climatique et de ses impacts dans les autres régions
- Risques sur l'environnement : exacerbation des pressions sur le peu de ressources naturelles qui restent (pâturage, utilisation et dégradation des terres, exploitation du sous-sol, accélération/exacerbation de la déforestation massive, de l'exploitation des mangroves et de la coupe illicite de bois, production du charbon de bois) ;
- Risque sécuritaire et de conflit : le non disponibilité et le non accessibilité de l'eau en quantité et qualité suffisante pouvant d'ores et déjà entrainer des frustrations et des jalousies.

4. Stratégie, y compris les leçons apprises et le programme conjoint proposé

A travers les 6 activités de son résultat 1, le projet vise l'opérationnalisation d'un système d'alerte précoce performant déclenchant des actions anticipatoires, outils centraux pour la préparation et la réponse aux sécheresses, mais également pour la compréhension de la complexité de ces phénomènes dans une perspective de résilience des populations et des institutions. Nous avons recensé les problèmes et les réponses suivantes:

- **Problème/Réponse 1:** Une multitude de SAP et de Systèmes d'Information (SI) existent actuellement ou sont en cours de développement dans le Grand Sud, certains entrant en concurrence avec d'autres ou ne partageant pas leurs données avec les autorités compétentes en charge ou participant à la gestion des risques et des catastrophes. Le projet se propose de clarifier ce paysage pour une mutualisation des efforts qui sont fait de manière encore parallèle ou en silo. L'objectif est également de disposer à la fin du projet d'un outil multisectoriel et intégrant les aspects de conflit et de migration qui font partis des impacts en cascade des sécheresses mais sont encore trop peu compris, anticipés et gérés de manière adéquate
- **Problème/Réponse 2:** Malgré les efforts du gouvernement pour améliorer le partage et la remontée des données à travers le Système National d'Echange et de Remontée d'Information (SNERI), cet aspect demeure un vrai défi encore aujourd'hui. Si cette multitude de SI en est l'une des causes, les acteurs sectoriels qui collectent des informations, parfois encore trop partielles par ailleurs, ont encore trop tendance à les garder en interne pour produire des rapports axés sur leur secteur. Le projet vise à renforcer, harmoniser et à favoriser la collecte, le partage et la remontée de données pour rationaliser les coûts d'un SAP, à travers la participation, la concertation et la coordination. Les partenaires se proposent de renforcer deux secteurs clés pour les sécheresses mais identifiés comme encore trop faibles pour l'analyse, l'alerte et l'anticipation: l'eau et l'assainissement, et la sécurité alimentaire. L'objectif de l'ensemble étant de rationaliser les coûts de gestion d'un tel système à travers la mutualisation et la participation de l'ensemble des acteurs clés. Un objectif secondaire est également d'assurer la redevabilité vis-à-vis du Gouvernement de Madagascar en assurant la remise de toutes bases de données utiles à la fin d'un projet. Il s'agit ici d'assurer également la continuité des initiatives ainsi que la solidité des analyses.
- **Problème/Réponse 3:** Malgré le caractère cyclique des sécheresses, les autorités comme les partenaires sont encore trop dans la réaction humanitaire et n'anticipe pas assez ces catastrophes avant qu'elles ne se produisent ainsi que leurs différentes phases pendant toute leur durée. Le projet se propose de sortir de ce cercle vicieux en anticipant de manière efficace les sécheresses et ainsi en en réduisant l'impact humanitaire. Se faisant, le projet pose les fondations d'un renforcement de la résilience des communautés dans le Grand Sud
- **Problème/Réponse 4:** Il y a un historique de tentative de mise en place de SAP unique pour la sécheresse depuis la fin des années 1990. Malheureusement, ces outils reposaient sur une

structure lourde de collecte et de traitement de données dont les coûts étaient pris en charge par les partenaires. Ces initiatives se sont dès lors révélées non durable et ont été abandonnées une fois le projet terminé. La pérennisation du projet a été prise en compte dans sa définition à partir des leçons apprises des tentatives ultérieures. Afin de favoriser l'appropriation, l'équipe projet va se concentrer également sur (1) une capitalisation des mécanismes et initiatives existants pour éviter toute duplication inutile, (2) la mise en place d'une structure simple, agile et peu coûteuse aisément gérable par les autorités gouvernementales, (3) le renforcement des capacités techniques et matérielles de ces mêmes autorités pour une gestion optimale des outils mis en place, (4) une concertation avec et une participation de l'ensemble des acteurs clés depuis le niveau local jusqu'au national, et (5) la définition d'alertes simple et compréhensibles qui soient différenciées en fonction du niveau et du type d'acteur

- **Problème/Réponse 5:** Actuellement, plus aucun outil central ne fournit d'alerte précoce et les informations nécessaires à une prise de décision rapide pour l'anticipation non seulement avant une potentielle sécheresse, mais également tout au long des différentes phases d'un type de catastrophes longues dans le temps. Le projet se propose de mettre en place un véritable écosystème central autour des acteurs clés que sont la DGM, le BNGRC et la CPGU, et capitalisant et mutualisant les initiatives sectorielles et thématiques pour prendre en compte l'ensemble des aspects systémiques des sécheresses et ainsi mieux les anticiper. L'architecture de cet écosystème et les activités mises en oeuvre pour son opérationnalisation doivent permettre de fluidifier une remontée et un traitement des données, ainsi qu'une diffusion rapide d'alertes précoces jusqu'au niveau local pour une prise de décision visant l'anticipation de la sécheresse
- **Problème/Réponse 6:** La diffusion des alertes et des informations jusqu'au niveau local représente encore un défi dans le sud de Madagascar tout comme leur dispersion. Les acteurs sur le terrain se plaignent encore trop souvent de la difficulté de recevoir des informations à jour rapidement pour comprendre la situation et leur permettre de prendre des décisions rapides reposant sur des informations fiables et ciblées sur leur domaine d'intervention. Le projet vise à mettre en place une diffusion rapide et différenciée en fonction des niveaux (national, régional ou local ; stratégique ou opérationnel) et des types d'acteurs (population, institutions, partenaires et mécanismes de coordination sectoriels ou thématiques, secteur privé, etc.). A s'assurant en amont de l'élaboration précise des différents types d'alertes avec les autorités clés, la transmission des alertes précoces déclenchant les mesures d'anticipation doit répondre à un schéma agile, simple et fluide transcendant les échelles de gouvernement et les mécanismes de prise de décisions lourds, reposant sur une hiérarchie tendant trop souvent à ralentir la diffusion d'informations cruciales pour la gestion de catastrophes
- **Problème/Réponse 7:** Malgré des efforts en matière d'AA, les cadres d'Actions Anticipatoires pour la sécheresse sont encore en développement. Préparé par le PAM, la FAO, StartNetwork et WHH, ce document une fois finalisé doit définir, encadrer, harmoniser et guider les AA des différents partenaires dans le Grand Sud. Le projet se propose d'appuyer la finalisation de ces cadres harmonisés, de s'appuyer dessus pour l'élaboration de l'architecture du SAP et de favoriser leur dissémination, appropriation et opérationnalisation de la part de l'ensemble des acteurs concernés au sein des mécanismes de coordination et de concertation existants
- **Problème/Réponse 8:** Les principales institutions entrant dans l'alerte précoce (DGM, BNGRC, CPGU) et l'opérationnalisation des actions anticipatoires manquent de capacités pour assurer leur rôle. Le projet se propose de renforcer leurs capacités techniques, mais aussi de les appuyer dans l'élaboration de plans de contingence régionaux opérationnels et reposant sur un SAP et un cadre d'AA solides. Ces outils centraux doivent fixer et assurer une appropriation des procédures opérationnelles de coordination de l'action précoce et anticipée.

5. Cadre de résultats

En capitalisant sur les avantages comparatifs de chaque agence, le projet vise une anticipation inclusive et efficace des sécheresses par les populations, les institutions, et les acteurs privés. Le projet se propose d'opérationnaliser un SAP sécheresse holistique dans le Grand Sud informant des Actions Anticipatoires précises et reposant sur un cadre harmonisé et des mécanismes d'activation solides. Le projet se base sur l'existant tout en renforçant certains aspects clefs pour la disponibilité, la collecte, la centralisation, le traitement et l'analyse de données, la génération et la diffusion d'alertes précoces avec les impacts potentiels sur certains secteurs, et l'appui à la fluidité de l'ensemble du mécanisme pour une prise de décision et une action anticipée rapide réduisant l'impact des sécheresses et favorisant le renforcement de la résilience des populations, entreprises et institutions.

Le projet se divise en deux résultats eux-mêmes comprenant un certain nombre d'activités :

Résultat 1 : Les populations, les institutions et les partenaires dans la zone d'intervention disposent d'outils, de cadres et de mécanismes solides et durables pour anticiper, se préparer et répondre aux sécheresses dans le Grand Sud

Activité 1 : Procéder à une étude de base dont l'objectif sera: (1) clarifier les données et SI fiables et utilisables, (2) clarifier les éventuels opportunités et gaps pour les SAP et AA non identifiés, (3) procéder à une cartographie/profil des risques de sécheresse sur la base des données existantes (actuelles et historiques)

Agence responsable : PNUD

Budget total : USD 238,558.33

PNUD : USD 187,500.00

PAM : USD 51,058.33

Cette activité comprend 4 objectifs liés:

- Clarifier la situation: une multitude de systèmes d'information (SI) produisant des données de manière non coordonnée et parfois entrant en concurrence. Une étude de 2018 avait déjà mis en avant ce problème et des cartographies des SI ont été produites. Néanmoins, il n'y a aucune visibilité sur le type, la qualité, fiabilité et la fréquence de collecte pour beaucoup de ces SI, dans un focus pour l'alerte précoce sécheresse. La connectivité avec et entre ces SI sera aussi évaluée. Dans le même sens, l'objectif ici est de procéder à une analyse des parties prenantes afin d'élaborer un plan d'engagement de ces dernière pour s'assurer que les cadres et mécanismes ainsi que les rôles et responsabilités sont acceptés par tous.
- Faire le point sur les process de remontée, de descente et de partage de données et d'information: L'objet est d'harmoniser ces process pour à terme s'assurer d'une centralisation efficace et sans coûts additionnels qui s'appuie sur les mécanismes et les acteurs sectoriels existants
- Identifier les gaps: Même si les partenaires de ce projet ont une idée assez précise des gaps en matière de données dans leurs secteurs, il est nécessaire de s'assurer que certains de ces gaps ne sont pas déjà adressé sur le terrain ou si compléter ces gaps nécessitent des éléments additionnels à ceux déjà pensés
- Produire une évaluation/profil des risques de sécheresse: Cet état des lieux n'a pas uniquement vocation à avoir une compréhension approfondie des données et SI existants, il est là pour procéder à la mise à jour et la mise à l'échelle de la cartographie/profil des risques de sécheresse de la région Grand Sud. Cette étude apportera la base nécessaire (baseline) sur laquelle s'appuyer pour procéder aux analyses dynamiques et à la production et diffusion d'alerte précoce, ainsi qu'à la définition des actions anticipatoires associées

Activité 2 : Renforcer les capacités pour la coordination et l'harmonisation des SI existants solides identifiés dans l'activité 1, afin d'établir les liens fonctionnels efficaces reposant sur des informations multidimensionnelles précises

Agences responsables : UNICEF & FAO

Budget total : USD 143,691.66

UNICEF : USD 52,083.33

FAO : USD 31,250.00

PNUD : USD 60,358.33

Cette activité vise à bâtir sur les résultats de l'activité 1, pour s'assurer que les SI et producteurs de données fiables et solides pour le SAP sécheresse et les AA dans le Grand Sud identifiés soient coordonnés et travaillent de manière harmonisée pour partager efficacement ces données. L'action propose de s'assurer qu'une coordination et une coopération opérationnelle entre ces systèmes existe dans chaque région avec des protocoles et des conventions de partage des données facilitant la fluidité du SAP et des AA. Ces acteurs clés font dès lors partie du SAP et de l'AA en tant que producteur de données et utilisateur du système.

L'activité comprend aussi un objectif de renforcement des capacités pour des secteurs et des thématiques déjà identifiés comme clés pour la sécheresse mais pour lesquels des faiblesses cruciales ont été identifiées par nos équipes terrain: l'eau et la sécurité alimentaire. Cet aspect sera mis en place sous le lead des Ministères sectoriels concernés et de leurs démembrés dans les zones d'interventions. Il facilitera également la coordination intersectorielle du BNGRC. Deux thématiques additionnelles ont été identifiées comme centrales à la compréhension et l'anticipation des sécheresses et nécessitant un focus particulier:

- Migration: Une augmentation préoccupante des migrations induites par la sécheresse sont observées mais sont encore mal surveillées et comprises. Or elles ont un impact socio-économique important et génèrent une pression additionnelle sur les aires protégées et les populations hôtes dans les régions plus au nord de Madagascar, entraînant des conflits sur les ressources. Le projet se propose de travailler en synergie avec l'OIM sur ce point pour: la mutualisation et le renforcement des collectes de données et des analyses, l'intégration de cette dimension dans le SAP.
- Conflit: les sécheresses entraînent une augmentation du risque de conflits autour de ressources plus rares et de potentielles récupérations politiques des enjeux liés à ces catastrophes. Le projet se propose ici aussi de travailler en lien fort avec des initiatives actuelles de développement de système d'alertes pour la prévention des conflits du PNUD (financement PBF) et de la Banque Mondiale avec le projet MIONJO qui commence actuellement.

Activité 3 : Élaborer un cadre harmonisé et opérationnel pour l'alerte précoce et les AA face aux sécheresses dans le Grand Sud avec les textes légaux/réglementaires nécessaires pour leur application

Agences responsables : PAM & FAO

Budget total : USD 75,118.75

PAM : USD 23,035.42

FAO : USD 52,083.33

L'objectif de cette activité est de développer un document cadre harmonisé pour les actions d'anticipation de la sécheresse pour le Grand Sud de Madagascar. Il sera développé sous le leadership du BNGRC et rassemble toutes les parties prenantes de l'AA, le groupe de travail technique de l'AA et la communauté de pratique de l'EWEA, comme WHH, le PAM, la FAO et StartNetwork. Ce document fera partie du document cadre national sur l'AA initié en 2020 et actuellement en cours de finalisation et comprendra les aspects d'alerte précoce en lien avec le SAP mis en place dans le cadre de ce projet et dont les alertes devront déclencher les AA en amont des sécheresses dans le Grand Sud.

Il vise à définir l'environnement stratégique global et les lignes directrices opérationnelles pour les interventions prévues, ainsi qu'à définir clairement les rôles et responsabilités des acteurs clés au cours des processus d'activation. Le document sera élaboré de manière concertée et participative, en réunissant tous les secteurs cibles, et s'appuiera sur le contexte, les bonnes pratiques et les enseignements tirés par certains acteurs. Une fois finalisé, il sera soumis au processus de validation à différents niveaux afin d'obtenir les textes réglementaires pour son application.

Activité 4 : Mettre en place un écosystème unique pour le SAP/AA géré par des institutions clés aux capacités renforcées et capable de produire des alertes précoces basées sur les impacts potentiels déclenchant des actions anticipatoires précises

Agence responsable : PNUD

Budget total : USD 172,976.04

PNUD : USD 157,351.04

PAM : USD 15,625.00

L'activité 4 repose sur la mise en place des activités précédentes et se construit sur une complémentarité et une harmonisation entre l'ensemble des systèmes existants au sein d'un unique écosystème capable de centraliser, traiter et analyser les données concernant l'aléa et les potentiels impacts sectoriels pour générer des alertes précoces déclenchant des actions anticipatoires ciblées en fonction des niveaux d'intervention (national, régional ou local; stratégique ou opérationnel), des secteurs ou encore des types d'acteurs. De par les cadres légaux et politiques pour les risques d'origine climatique comme les sécheresses, la DGM et le BNGRC sont censés être les 2 entités chargées d'un tel système. Afin d'éviter d'adresser ce problème en silo (la DGM d'un côté et le BNGRC de l'autre), l'approche est ici pensée de manière intégrée, également avec le système ARV/ARC géré par la CPGU.

L'activité peut se décomposer comme suit:

- Identification et fixation des indicateurs nécessaires sur la base des données et informations disponibles dans les secteurs
- Élaboration de l'architecture du système à partir de l'étude de base et du profil de risque (activité 1). Ceci inclut l'élaboration et la validation des process de remontée des données par les institutions sectorielles et autres acteurs en charge de leur collecte.
- Élaboration des alertes différenciées possibles en fonction des indicateurs sur la base des données fiables disponibles et des protocoles d'alerte et de déclenchement des AA, pour les différents acteurs en fonction des secteurs et des niveaux d'intervention
- Élaboration et validation des protocoles de diffusion des alertes précoces et de déclenchement des AA
- Mise à jour des systèmes existants de la DGM (analyse de l'aléa sécheresse) et du BNGRC (croisement avec les données sectorielles incluant les dimensions de conflit et de migration) pour la production d'alertes précoces différenciées basées sur de potentiels impacts.
- Renforcement des capacités techniques et matérielles de la DGM et du BNGRC pour gérer efficacement et en coordination cet écosystème

Activité 5 : Mettre à jour ou élaborer les plans de contingence sécheresse régionaux opérationnels pour les districts cibles déterminés dans les activités, incluant le SAP et les Actions Anticipatoires et renforcer les capacités de mise en œuvre des acteurs clés

Agence

Agences responsables : PAM & UNICEF

Budget total : USD 93,750.00

PAM : USD 31,250.00

UNICEF : USD 62,500.00

Les plans de contingence sécheresse régionaux existent actuellement dans certaines régions et parfois districts, mais ils sont souvent peu suivis d'actions. L'objectif de ce projet est d'appuyer l'actualisation des plans de contingence existants et l'élaboration de ceux qui n'existent pas sur la base des

précédentes activités pour les 11 districts des 29 communes de convergence. Un ciblage sera effectué pour se concentrer sur les districts les plus exposés et en besoin. L'activité débutera par une révision de la méthodologie pour intégrer le SAP et les AA, ainsi que pour identifier les blocages ayant porté préjudice à l'opérationnalité des précédents plans de contingence. L'activité vient par ailleurs en complément et synergie avec les initiatives actuelles des 4 partenaires ainsi que d'OCHA.

Ces plans permettront de formaliser les mécanismes mis en œuvre pour la prise de décision sur la base des alertes produites par le SAP, l'anticipation pour réduire les impacts et la coordination souple définie à chaque échelle. Par ailleurs, et suite à la suggestion du BNGRC, de la DGM et de la CPGU, il est prévu d'élaborer et de valider des arrêtés à vocation obligatoire pour favoriser leur opérationnalisation. Par ailleurs, le projet prévoit des exercices de sensibilisation et de simulation pour leur appropriation optimale. Ces exercices visent non seulement une appropriation des plans de contingence, mais également des mécanismes, cadres et outils développés tout au long de ce projet.

Activité 6 : Extraire les leçons apprises de la mise en œuvre du projet et favoriser le partage d'expérience aux niveaux global, régional et avec d'autres pays

Agences responsables : PNUD, PAM, UNICEF, FAO

Budget total : USD 58,510.42

PNUD : USD 20,833.33

FAO : USD 27,260.42

UNICEF : USD 10,416.67

L'objectif de cette activité est également d'apprendre d'autres expériences dans d'autres pays présentant un contexte similaire ou différent. L'idée est en effet d'apprendre constamment à la fois de la mise en œuvre de cette action, mais également d'autres systèmes développés de manière avec succès et qui pour lesquels les gouvernements ont investi des moyens pour leur gestion. Cela permet enfin d'inscrire l'action de ce projet dans une perspective régionale en particulier à travers les actuels projets financés par l'UE à travers le 11th EDF en Afrique (projet ACP-EU) et Océan Indien (RDRM). L'esprit est également d'inscrire ce projet dans une perspective de continuité et d'évolution du système à la fois géographique et thématique en incluant d'autres risques et chocs importants à Madagascar.

Résultat 2 : Crisis Modifier

Activité 1 : Des réponses d'urgence pertinentes et sensibles au genre sont mises en œuvre au niveau des communautés touchées par une catastrophe ou une crise, dans les 24 à 72 heures après son occurrence

Agences responsables : PNUD, PAM, UNICEF, FAO

Budget total : USD 98,935.52

PNUD : USD 5,208.33

PAM : USD 26,034.06

UNICEF : USD 26,034.06

FAO : USD 41,659.06

Le Crisis Modifier a une couverture nationale et sera déclenché à l'occurrence d'une catastrophe, quel qu'en soit le type. L'objectif est de soutenir l'effort humanitaire à travers une réponse rapide dirigée sur les besoins vitaux urgents de la population la plus vulnérable touchée. L'activité se concentre sur les transferts monétaires multi-usages.

2 types de crises sont concernés:

- Catastrophes à évolution rapide: Des actions d'anticipation sous la forme d'une sensibilisation communautaire seront conduites en amont et le transfert monétaire pourra être déclenchées par des informations d'alerte précoce provenant de systèmes nationaux en place. Les processus de réponse seront lancés dans les 24 à 72 heures suivant l'alerte ou la déclaration

de la catastrophe. Les seuils varieront d'une crise à l'autre et seront définis par un processus consultatif national dirigé par le CRIC (Comité de Réflexion Inter-Cluster)

- Catastrophe à évolution lente: dans ce cadre, l'action visera à opérationnaliser des outils et cadres mis en place dans le cadre du projet (SAP, AA) pour les sécheresses qui sont les principales crises de ce type à Madagascar. Notamment: alertes sécheresses du SAP 3 mois avant l'occurrence déclenchant le ciblage des bénéficiaires et l'activation des transferts en amont. Cela servira en outre un déclenchement de la réponse humanitaire plus large anticipée et l'opérationnalisation des cadres préparés dans le résultat 1

6. Dispositif de gestion et de coordination

Ce projet sera implémenté conjointement par les 4 agences. Un soutien technique sera apporté en fonction des besoins par leurs bureaux régionaux. Ceci permettra d'assurer une bonne mise en synergie et complémentarité avec les actuels projets régionaux tels que les projets financés sous le 11e EDF (intra-ACP-EU du PNUD/UNDRR et RDRM de UNDRR), le projet régional ECHO FAO/PAM/FICR et le projet SANOI de la FAO sur l'Océan Indien.

Au niveau décisionnaire national et pour assurer une supervision efficace du projet ainsi qu'une prise de décision rapide, un comité de pilotage présidé par les Représentants Résidents des 4 agences et co-présidé par les Directeurs Généraux de la DGM et du BNGRC, ainsi que par le Secrétaire Exécutif de la CPGU. 2 réunions annuelles seront organisées pendant lesquelles le coordonnateur de projet (voir plus bas) présentera les progrès dans l'implémentation du projet ainsi que les éventuels problèmes nécessitant une prise de décision.

Au niveau technique, des comités de pilotage techniques seront créés à chaque échelle d'implémentation pour un soutien actif:

- National, avec les responsables techniques des 4 agences ainsi que les représentants techniques des DGM, BNGRC et CPGU.
- Régional: afin de ne pas dupliquer les efforts, le projet s'appuiera sur les comités de pilotage de projets régionaux du PNUD qui réunissent l'ensemble des services techniques déconcentrés des partenaires impliqués dans le projet ECHO. Néanmoins lorsque qu'ils existent, les représentants locaux de la DGM, du BNGRC et de la CPGU feront partie également de ces comités.

Les partenaires prévoient par ailleurs la mise en place d'une équipe projet technique, couvrant l'ensemble des secteurs et expertises requises pour l'implémentation du projet. Ces experts seront répartis au niveau national (gestion du projet, dédié à 100% à son implémentation) et déployé sur le terrain, dans les trois régions d'implémentation (experts SAP, RRC et sectoriels). Deux catégories de personnels techniques sont prévues :

1. Les experts clefs dédiés à 100% pour ce projet : le PNUD prévoit ainsi le recrutement d'un coordonnateur de projet d'un profil GRC, SAP et AA. Ce coordonnateur sera appuyé dans les régions par un gestionnaire d'information (Information Manager) en charge de s'assurer de la coordination des SI et de tous les gestionnaires d'informations présents dans la région.
2. Les experts de terrain : 26 (PNUD), 22 (UNICEF), 56 (PAM) et 13 (FAO) spécialistes composent les équipes actuellement basées dans les trois régions concernées par le projet. Certains de ces experts interviendront à différentes étapes de l'implémentation du projet et en fonction des besoins et des activités.

7. Dispositif de gestion des fonds

Dans le cadre de la modalité de gestion canalisée des fonds, le MPTF Office du PNUD, à New York, a été conjointement désigné par les organisations des Nations Unies participantes et en consultation

avec leurs partenaires, comme l'Agent Administratif (AA). En tant qu'AA, le MPTF Office est notamment responsable :

1. de la conclusion d'un Protocole d'accord (MoU) avec les Organisations participantes des Nations Unies PNUD et le FNUAP, et d'un Accord administratif standard (SAA) avec le bailleur ;
2. de la réception des contributions reçues du bailleur ;
3. de l'administration des fonds reçus, conformément au MoU signé par les organisations participantes du SNU et l'Agent administratif, et le SAA établi entre les bailleurs de fonds et l'AA
4. du décaissement des ressources approuvées par le Comité de Pilotage aux organisations participantes des Nations Unies, sur la base des plans de travail annuels conjoints et le formulaire de transfert signé ;
5. de la consolidation des rapports financiers des organisations participantes des Nations Unies ;
6. de fournir les rapports d'avancement narratifs et financiers certifiés annuels et finaux consolidés, sur la base des rapports annuels d'avancement envoyés par les Organisations participantes du SNU, dans le respect des délais convenus par le MOU et le SAA ;

Les rapports consolidés et les documents connexes seront affichés sur le site Web MPTF Office GATEWAY de l'Agent administratif (<http://mptf.undp.org>), et sur le site du PNUD à Madagascar (<https://www.undp.org/fr/madagascar>).

Le MPTF Office à New York sera autorisé à percevoir des frais administratifs d'un pour cent (1%) sur le montant des contributions versées, afin de payer les frais encourus par l'Agent Administratif dans l'accomplissement des fonctions décrites ci-dessus.

8. Suivi, évaluation et établissement de rapports

Suivi :

Tableau 2: Cadre de suivi du programme conjoint

Résultats escomptés (Effets et produits)	Indicateurs (avec données de base et calendrier indicatif)	Moyens de vérification	Méthodes de collecte (avec calendrier indicatif et périodicité)	Responsabilités	Risques et hypothèses
Résultat 1 : Les populations, les institutions et les partenaires dans la zone d'intervention disposent d'outils, de cadres et de mécanismes solides et durables pour anticiper, se préparer et répondre aux sécheresses	Indicateur 1 : Les populations, les institutions et les partenaires dans la zone d'intervention disposent d'outils, de cadres et de mécanismes solides et durables pour anticiper, se préparer et répondre aux sécheresses dans le Grand Sud	Population sensibilisée, nombre de campagnes de sensibilisation menées par les communautés, développement et distribution de matériel de sensibilisation, campagnes médiatiques, ateliers, etc.	Rapports semestriels incluant : -Retour d'expérience de campagnes de sensibilisation et de communication - Résultats d'enquêtes de suivi trimestriels. Les enquêtes seront réalisées à travers des sondages auprès de 1% des communautés bénéficiaires du projet, impliquant les différentes catégories de bénéficiaire du	Lead : PNUD à travers le manager de projet PAM, UNICEF et FAO viennent en renfort pour informer et élaborer les rapports à travers leurs propres exercices de sensibilisation et de	

<p>dans le Grand Sud</p>			<p>projet (population désagrégée par genre, âge, handicap; les institutions et autorités locales, régionales et nationales; et les partenaires). La valeur à atteindre au terme de ce projet est que 100% d'une proportion acceptable des bénéficiaires comprennent et sachent utiliser le SAP et les AA.</p>	<p>communication</p>	
	<p>Indicateur 2 : Nombre de personnes couvertes par un Système d'Alerte Précoce (SAP) fonctionnel</p>	<p>Un suivi régulier avec des rapports mensuels et trimestriels permettront d'évaluer l'avancée du projet. Un template pour ce rapport sera préparé sur la base de la checklist pour les SAP multi-risque développée par OMM, UNDRR et UNESCO (2017) qui répond aux 4 éléments à respecter pour avoir un SAP efficient. L'ensemble des activités tendent vers l'achèvement de cet indicateur et des 4 éléments associés. Des valeurs à atteindre en termes de pourcentages seront inclus sur la base des objectifs à atteindre dans le cadre de ce projet afin de pouvoir quantifier et qualifier l'avancée du projet. Enfin, ce</p>	<p>Le SAP a vocation à couvrir l'ensemble de la population bénéficiaire des zones d'intervention, à savoir 1.346.007. Puis, l'ensemble des populations du Grand Sud. Comme pour l'indicateur 1, des enquêtes trimestrielles viseront à mesurer la connaissance et l'accès au SAP des populations dans les zones d'intervention. Le projet s'appuiera sur la présence des 4 partenaires mais aussi sur les partenaires d'implémentation qui interviennent dans le cadre d'autres projets afin de procéder à des mesures minutieuses du nombre de personnes couvertes. Outre l'assurance d'une couverture optimale, l'analyse de ces données quantitatives et qualitatives</p>	<p>Lead : PNUD avec soutien des 3 autres partenaires à travers les activités dont ils sont responsables</p>	

		rapport intégrera une évaluation qualitative sur l'établissement et surtout l'utilisation et l'effectivité de ce SAP.	permettra d'identifier les meilleurs moyens de communication pour atteindre l'ensemble des populations.		
	Indicateur 3 : Nombre de personnes couvertes par des mesures précoces / plans de contingence	Nous estimons que dans le cadre de ce projet l'ensemble des bénéficiaires devraient être couvert par des plans de contingence opérationnel, incluant des alertes et des mesures précoces ainsi que des actions anticipatoires. Le projet prévoit l'élaboration ou l'actualisation de plans de contingence pour les 3 régions et les districts ciblés dans l'activité 1. N'ayant pas encore le nom de ces districts, nous prévoyons que 50% de la population bénéficiaire sera couverte par ces mesures précoces et les actions anticipatoires au terme de ce projet.	Nous avons divisé les sources permettant de mesurer cet indicateur en 2 catégories : La mise en place et l'opérationnalité des plans de contingence par (1) le nombre de plans de contingence effectivement développés et validés par les autorités et leurs partenaires (ces plans de contingence devront inclure l'ensemble des éléments mentionnés dans la définition), (2) le nombre d'exercices de simulation réalisés (2 exercices ont été budgétisés pour ce projet), et (3) le nombre d'actions de dissémination et de sensibilisation réalisées. Un 4e sous indicateur pour mesurer l'opérationnalisation des plans sera retenu dans le cas d'une catastrophe. Afin d'apprendre des éventuels problèmes rencontrés et d'identifier les blocages pour améliorer l'élaboration de plans opérationnels. la population et les autorités	Lead : PAM	

			effectivement couvertes et s'étant appropriés ces outils grâce aux enquêtes trimestrielles en direction de ces 2 types d'acteurs seront menées afin de s'assurer de l'opérationnalité des plans de contingence et la préparation à la réponse		
	Indicateur 4 : Nombre de personnes qui participent à des interventions qui améliorent leur capacité à faire face à des chocs et désastre	Interventions au niveau des ménages et au niveau local visant à renforcer concrètement les capacités. Dans le cadre de ce projet, il est prévu d'élaborer un profil/cartographie des risques de sécheresse dans le Grand Sud, de mettre en place un SAP et des AA associées qui à terme doivent couvrir l'ensemble de la population, et de développer ou actualiser des plans de contingence sécheresse pour les districts ciblés dans l'activité 1 et particulièrement exposés à ce risque, soit sensibilisé et ait vu leurs capacités renforcées pour faire face à ces chocs.	En considération de la durée du projet, nous considérons que comme dans l'indicateur 1, un minimum de 25% des bénéficiaires (336.500 personnes) recevront des informations et des outils de renforcement de leurs capacités pour faire face à ces chocs. L'objectif étant bien sûr qu'à terme, 100% de la population du Grand Sud soit concernée. Des rapports basés sur des enquêtes sur 1% du total des bénéficiaires (désagrégé par genre, âge et handicap) et des retours d'expérience suite aux exercices de simulation seront produits de manière trimestrielle.	Lead : PNUD	
Résultat 2 : Crisis modifier	Indicateur 1 : Nombre de personnes recevant des transferts d'espèces multi-	Ces transferts d'espèces multi-usages s'inscrivent dans les programmes humanitaires plus	Source d'information permettant de mesurer cet indicateur : rapports périodiques du CRIC et du Cash Working	Lead : PAM	

	usage sur la base d'évaluations rapides effectuées par les partenaires du projet au sein de la coordination humanitaire.	larges des partenaires du Système des Nations Unies. En ce sens, ils viennent en appui des mécanismes de réponse humanitaire existants à Madagascar. Un calibrage et un suivi sera donc assuré au sein des outils de suivi et évaluation existants pour ces opérations de transferts d'espèces pour s'assurer que 100% des bénéficiaires prévus pour cette activité (2043 personnes) soit atteint (2043).	Group auquel les 4 partenaires de ce projet participent		
	Indicateur 2 : Le temps prévu entre l'alerte et le déclenchement de la réponse anticipée ou humanitaire (24 à 72 heures) est respecté	Le Cash Working Group, mécanisme en charge de coordonner ce type d'intervention et intégrant les 4 partenaires de ce projet sera la source objective en charge de produire des rapports coordonnés et circonstanciés sur le déclenchement de la réponse dans le cadre de cette activité. Un template sera fourni dans les 3 mois suivant le début du projet afin de (1) respecter les temps de réaction définis et (2) de s'assurer que les	Les sources de mesure de cet indicateur sont : alertes officielles lancées par le système d'alerte officiel et fiable (gouvernement et/ou partenaire) et rapport de déclenchement des actions anticipées ou de distribution de l'aide sous forme de transfert d'espèces multi usage au sein des mécanismes humanitaires existants et des évaluations rapides menées par les équipes.	Lead : PAM	

		mécanismes de suivi et d'évaluation sont en place. Ce résultat prévoit un déclenchement de la réponse dans les 24 à 72 heures après une alerte précoce lancée par les services compétents. Il différenciera les types de crises et les actions à mener pour chacune.			
	Indicateur 3 : Nombre de personnes couvertes par des mesures précoces / plans de contingence	Un plan de préparation et de réponse incluant les mécanismes de déclenchement et de coordination des opérations de cash transfer prévues dans ce résultats doivent être élaboré avec les structures existantes, notamment le Cash Transfer Working Group dans lequel les 4 agences partenaires participent.	Le plan et sa validation officielle dans ce groupe de travail seront les sources confirmant l'atteinte de cet indicateur. 2043 bénéficiaires sont couverts par ces plans et feront l'objet de mesures anticipatoires en cas de crise à évolution lente. Source pour cet indicateur : validation officielle du plan d'anticipation, de préparation et de réponse fournie par le Cash Transfer Working Group sur la base d'une checklist préparée par ce même groupe de travail.	Lead : PAM	

Revue annuelle/ordinaires : Cette sous-section indique les arrangements et précise la répartition des responsabilités pour la réalisation régulière des revues, y compris lorsqu'il s'agit de revues annuelles. Les revues du programme conjoint peuvent s'insérer dans le cadre de la revue annuelle du PNUAD.

Evaluation : Cette sous-section indique les arrangements, les responsabilités et le calendrier pour les évaluations du programme conjoint. Elle devrait aussi préciser de quelle manière les résultats des évaluations seront utilisés par les parties prenantes intéressées.

Cette sous-section indique également la manière dont les risques et hypothèses recensés au

tableau 2 seront pris en compte en vue d'atteindre les résultats escomptés dans le cadre du programme conjoint. Les risques et hypothèses identifiés devraient au moins être revus au cours des revues annuelles/régulières, et révisés le cas échéant.

Etablissement de rapports : Cette sous-section indique les arrangements concernant l'établissement de rapports communs sur les résultats du programme conjoint. Un format commun de présentation des rapports devrait être adopté par tous les organismes des Nations Unies participants¹.

9. Contexte ou fondement juridique/légal des relations

Cette section précise les accords de coopération ou d'assistance² qui constituent le fondement juridique à la base des relations entre le gouvernement et chacun des organismes des Nations Unies participant³ à ce programme conjoint.

Pour les organismes, membres du Comité Exécutif, il s'agit d'accords-cadre de coopération. Pour les institutions spécialisées, il s'agit des textes qu'elles utilisent normalement dans les documents de programme/projet ou tout autre instrument juridique applicable. Le texte propre à chaque organisme des Nations Unies participant devrait être approuvé par l'organisme concerné.

Le tableau 3, ci-dessous, présente les arrangements et accords cadre de coopération des agences des Nations Unies partenaires pour ce projet.

Tableau 3: Fondement des relations

Organisme des Nations Unies participant	Accord(s)
PNUD	Le présent document de programme conjoint constituera l'instrument désigné "Document de projet" à l'article I de l'Accord d'assistance de base type entre le Gouvernement de Madagascar et le Programme des Nations Unies pour le Développement, signé par les parties le 11 mars 1991.
PAM	Le présent document entre dans le cadre de l'Accord de Base signé entre le Programme Alimentaire Mondial et le Gouvernement de Madagascar le 03 juillet 1968.
FAO	Madagascar est membre de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) depuis le 9 novembre 1961. C'est dans ce cadre qu'une représentation de la FAO a été installée à Madagascar pour mettre en œuvre des cadres de programme en appui au pays.
UNICEF	Le présent document entre dans le cadre de l'Accord de Base signé entre le Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF) et le Gouvernement de Madagascar le 29 Septembre 1994.

Les partenaires de mise en œuvre/agence d'exécution⁴ s'engagent à entreprendre tous les efforts raisonnables pour s'assurer que les fonds reçus au titre du présent programme conjoint ne seront en aucun cas utilisés pour fournir un appui à des personnes ou des entités associées au terrorisme et

¹ Le rapport d'activités type (Standard Progress Report) utilisé par les organismes membres du Comité Exécutif ou tout autre format de rapportage utilisé par tout autre organisme des Nations Unies peut être adapté à cette fin. Il convient également de prendre en considération les exigences des donateurs. Le format de présentation des rapports devrait être approuvé par le Comité de Pilotage du programme conjoint.

² Notamment: l'Accord de coopération de base pour l'UNICEF; l'Accord d'assistance de base type pour le PNUD, qui s'applique aussi à UNFPA; l'Accord de base pour le PAM; ainsi que les plans d'action de programmes-pays (CPAPs) le cas échéant et d'autres accords applicables pour les autres organismes des Nations Unies participants.

³ Y compris les institutions spécialisées et les institutions non résidentes participant au programme conjoint.

⁴ Agence d'exécution dans le cas du PNUD, dans les pays qui ne disposent pas de plans d'action de programme-pays (CPAP) signés.

que les bénéficiaires de tout montant fourni par des organismes des Nations Unies participants ne figurent pas sur la liste établie par le Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1267 (1999). Cette liste peut être consultée à l'adresse <http://www.un.org/Docs/sc/committees/1267/1267ListEng.htm>. Cette disposition doit figurer dans tous les contrats de sous-traitance ou accords subsidiaires conclus au titre du présent descriptif de programme.

10. Plans de travail et budgets

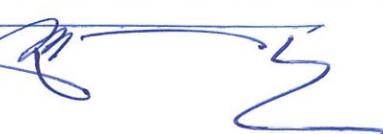
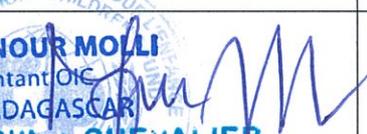
Plan de travail : voir annexe 1 pour le plan de travail détaillé

Période (couverte par le Plan de Travail) ⁵ : Septembre 2022 – Août 2024

Budget

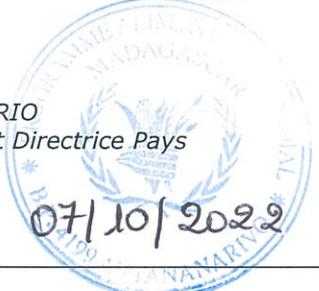
CATEGORIES	UNDP	FAO	WFP	UNICEF	Total budget
1- Staff and other personnel costs	\$ 135,351.36	\$ 20,625.00	\$ 28,750.00	\$ 8,740.00	
2- Supplies, Commodities, Materials					
3- Equipment, Vehicles and Furniture (including depreciation)	\$ 14,375.00				
4- Contractual Services	\$ 356,770.83	\$ 52,083.33	\$ 15,625.00		
5- Travel	\$ 52,083.33		\$ 29,166.67		
6- Transfers and Grants Counterparts		\$ 26,034.06	\$ 26,034.06	\$ 26,034.06	
7- General Operating and other direct costs	\$ 73,751.04	\$ 74,135.42	\$ 76,177.08	\$ 125,000.00	
sub-total	\$ 632,331.57	\$ 172,877.81	\$ 175,752.81	\$ 159,774.06	\$ 1,140,736.25
indirect cost (7%)	\$ 44,263.21	\$ 12,101.45	\$ 12,302.70	\$ 11,184.18	\$ 79,851.54
Total	\$ 676,594.78	\$ 184,979.26	\$ 188,055.51	\$ 170,958.24	\$ 1,220,587.79

Signatures⁶:

Organismes des Nations Unies	Autorités de coordination nationales
 Natasha VAN RIJN Représentant résident PNUD Date et Sceau	 Justin TOKELY Ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation Date et Sceau
 MAHAMAT NOUR MOLLI Représentant OIC UNICEF MADAGASCAR Gilles CHEVALIER OC Representative UNICEF Madagascar Jean François BASSE Représentant UNICEF	

⁵ Les plans de travail annuels portent sur une période ne dépassant pas les douze mois. Toutefois, généralement au début du programme, ils pourraient porter sur une période de moins d'un an. Dans un cas comme dans l'autre, il convient de préciser la période correspondante.

⁶ Lorsque des OSC/ONG sont désignées en tant que partenaires de mise en œuvre, elles ne signent pas ce plan de travail. Chaque organisme des Nations Unies participant appliquera ses propres procédures lors de la signature de plans de travail avec les OSC/ONG.

<p>Date et Sceau :</p>	
<p>Mbuli Charles BOLIKO Représentant FAO P.O. Nizihy Date et Sceau : 13/10/2022</p> 	
<p>Pasqualina Di SIRIO Représentante et Directrice Pays PAM Date et Sceau : 07/10/2022</p> 	

Annexe 1 : Plan de travail

Opérationnalisation du Système d'Alerte Précoce (SAP) et des Actions Anticipatoires (AA) dans le Grand Sud pour une anticipation efficace du risque de sécheresse et une résilience accrue des populations et des institutions de Madagascar

PNUD - PAM - FAO - UNICEF

PLAN DE TRAVAIL DU PROJET

Activité	Année 1												Année 2								Lead	Co-lead				
	2022			2023			2024			2025			2026			Lead	Co-lead									
	Q1	Q2	Q3	Q4	Q1	Q2	Q3	Q4	Q1	Q2	Q3	Q4														
	Jan	Fév	Mars	Avr	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept	Oct	Nov	Déc	Jan	Fév	Mars	Avr	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept	Oct	Nov	Déc		

Objectif principal : En capitalisant sur les avantages comparatifs de chaque agence, le projet vise une anticipation inclusive et efficace des sécheresses par les populations, les institutions, et les acteurs privés. Le projet se propose d'opérationnaliser un SAP sécheresse holistique dans le Grand Sud informant des Actions Anticipatoires précises et reposant sur un cadre harmonisé et des mécanismes d'activation solides. Le projet se base sur l'existant tout en renforçant certains aspects clés pour la disponibilité, la collecte, la centralisation, le traitement et l'analyse de données, la génération et la diffusion d'alertes précoces avec les impacts potentiels sur certains secteurs, et l'appui à la fluidité de l'ensemble du mécanisme pour une prise de décision et une action anticipée rapide réduisant l'impact des sécheresses et favorisant le renforcement de la résilience des populations, entreprises et institutions.

Objectif spécifique : Le projet vise le renforcement de la résilience des populations les plus vulnérables, des institutions et des acteurs économiques du territoire à travers une meilleure anticipation des sécheresses. L'objectif étant de sortir d'un cycle de perpétuelle réaction humanitaire à cette crise grâce à une anticipation harmonisée et basée sur la diffusion d'alertes précoces informant chaque secteur clé des potentiels impacts avant et pendant la crise. Il s'agit dès lors non seulement de recevoir une alerte avant la crise grâce à des services météorologiques nationaux aux capacités renforcées avec des outils d'analyse et de prévision performants, mais également à croiser ces alertes sécheresses avec des données sectorielles fiables pour anticiper les potentiels impacts et ainsi mettre en oeuvre rapidement des actions anticipatoires adéquates pour chaque secteur cible. L'objectif est aussi de mieux anticiper les différentes phases d'une catastrophe longue pendant qu'elle se produit.

En associant SAP et AA, l'approche adoptée intègre des notions de résilience en offrant aux ménages, institutions et acteurs du territoire des outils et des cadres qui diminuent leur exposition et vulnérabilité face à ces crises récurrentes. Inscrivant de fait ce projet dans une perspective plus longue.

Résultat 1 : Les populations, les institutions et les partenaires dans la zone d'intervention disposent d'outils, de cadres et de mécanismes solides et durables pour anticiper, se préparer et répondre aux sécheresses dans le Grand Sud

<p>1.1 Procéder à une étude de base dont l'objectif sera: (1) clarifier les données et SI fiables et utilisables, (2) clarifier les éventuels opportunités et gaps pour les SAP et AA non identifiés, (3) procéder à une cartographie/profil des risques de sécheresse sur la base des données</p>																						<p>Lead</p> <p>PNU D& PAM</p>	<p>Co-lead</p> <p>FAO & UNIC EF</p>
--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---	---

<p>existantes (actuelles et historiques)</p>																									
<p>1.1.1 <i>Elaboration des Termes de Référence cadrant l'étude</i></p>																									
<p>1.1.2 <i>Déploiement d'experts internes et potential recrutements d'expertises externes (en fonction du cadrage de l'étude)</i></p>																									
<p>1.1.3 <i>Nomination d'un groupe technique multisectoriel issu des institutions clés du gouvernement destiné à participer à</i></p>																									

<p><i>l'étude pour le transfert de compétences et d'expertises: BNGRC, INSTAT, DGM, Finance</i></p>																								
<p><i>1.1.4 Remise du rapport draft et final sur les SI comportant des recommandations pour la mise en oeuvre du projet et la pérennisation du SAP</i></p>																								
<p><i>1.1.5 Remise du profil des risques draft et final et des données et analyses pour être capitalisées au sein du SAP</i></p>																								
<p><i>1.1.6 Atelier de restitution, validation et formation des acteurs décideurs et utilisateurs finaux (inter-régional)</i></p>																								

<p>1.2 Renforcer les capacités pour la coordination et l'harmonisation des SI existants solides identifiés dans l'activité 1, afin d'établir les liens fonctionnels efficaces reposant sur des informations multidimensionnelles précises</p>																											<p>UNIC PNU EP& D& FAO PAM</p>
<p>1.2.1 Formation de points focaux dans chaque région au sein des Services Régionaux de l'information Statistique et Économique (SRISE)</p>																											
<p>1.2.2 Facilitation de réunions de concertation et de travail mensuelles entre les acteurs clés (autorités gouvernementales et partenaires) aux niveaux district et région</p>																											

<p>1.2.3 Appui technique et matériel aux institutions sectorielles pour le renforcement des méthodologies de collecte de données et l'intégration de données manquantes importantes pour le SAP</p>																							
<p>1.2.4 Élaboration d'une charte/protocole/convention de partage/échange multisectoriel de données et des textes réglementaires/décisions administratives y relatifs/ves portant obligation de son respect (incluant une étude de faisabilité technique et financière afin de garantir la mise en application de la Charte/protocole/convention)</p>																							

<p>1.2.5 Renforcement des capacités de l'ANDEA et la DGM pour la cartographie des ressources en eau, le suivi et l'analyse de sa qualité (piézomètres additionnels, matériels d'analyse de la qualité de l'eau et de logistique pour la collecte de données, etc.), ainsi que les niveaux et débit.</p>																										
<p>1.2.6 Appui aux Directions Régionales de l'Agriculture (DIRAGRI) pour procéder à un renforcement des capacités et des tests de collecte de données dans des communes cibles pour la prévision de l'évolution de la production agricole, et des maladies des cultures dans les communes pilotes déterminées</p>																										

<p>1.2.7 Appui pour l'harmonisation et la coordination des approches avec l'OIM, la BM et les équipes des projets Peace Building Fund du PNUD pour l'intégration des dimensions de migration et de conflit</p>																											
<p>1.3 Elaborer un cadre harmonisé et opérationnel pour l'alerte précoce et les AA face aux sécheresses dans le Grand Sud avec les textes légaux/règlements nécessaires pour leur application</p>																											
<p>1.3.1 Finaliser le cadre harmonisé avec les partenaires (à organiser en même temps que l'élaboration de l'architecture du SAP) avec les textes réglementaires</p>																											

<p>les Actions Anticipatoires et renforcer les capacités de mise en oeuvre des acteurs clés</p>																										
<p>1.5.1 Réviser la méthodologie d'élaboration des plans de contingence en intégrant le SAP et les AA, ainsi que les leçons apprises de la mise en oeuvre des précédents plans de contingence et de la sécheresse de 2021/2022</p>																										
<p>1.5.2 Accompagner l'élaboration des plans de contingence incluant les actions anticipatoires au niveau des districts des communes de convergence cibles (ciblage à déterminer pendant la mise en oeuvre du projet)</p>																										

